

Si les milieux économiques révisent leur position en matière de politique énergétique, c'est avant tout en raison des risques de responsabilité. Pourtant, selon David Bresch, chercheur à l'EPF de Zurich qui assurait il y a deux ans encore l'évaluation des risques environnementaux chez Swiss Re, la volonté personnelle des décideurs de laisser une empreinte positive joue un rôle pratiquement aussi important.

Monsieur Bresch, comment êtes-vous parvenu à la conclusion que nous devons impérativement revoir notre gestion de l'énergie ?

En tant que citoyen helvétique, j'ai été particulièrement impressionné par un graphique de MétéoSuisse qui illustre la hausse des températures. En effet, depuis le milieu des années 1980, la température moyenne annuelle dans notre pays a toujours dépassé, sans exception, la valeur moyenne de la période 1960-1990. De surcroît, celle-ci ne cesse d'augmenter. Des spécialistes ont tiré la sonnette d'alarme dès le milieu des années 1990. En 1995 déjà, Swiss Re a, par exemple, admis la réalité du changement climatique.

Aujourd'hui comme hier, les représentants et représentantes politiques manquent de détermination. Ces derniers temps cependant, les milieux économiques exercent une pression plus forte. Plus de 400 groupes financiers opérant à l'échelle internationale se sont unis pour exiger des mesures enfin efficaces.

En effet, les milieux économiques prennent davantage conscience qu'un maintien du statu quo compromet les rendements futurs. Il existe trois niveaux de risque, qu'il convient de distinguer : d'abord, les coûts directs augmentent sous l'effet des événements météorologiques. Ensuite, les risques de transition sont aujourd'hui encore plus importants : si des entreprises manquent le changement vers une économie à faible émission de carbone, elles devront assumer des coûts d'autant plus élevés que la transition sera tardive. Enfin, le risque qui, à mon sens, joue un rôle majeur dans la transition n'est autre que le risque de responsabilité. Toute entreprise, qui maintient le statu quo en connaissance de cause, pourrait être tenue responsable rétrospectivement.

Malgré tout, les entreprises n'adoptent pas une position commune en la matière.

Globalement, on constate une détermination plus importante du côté des entreprises actives à l'échelle internationale, car elles assument un leadership technologique dans leur domaine et bénéficient d'une forte notoriété dans le public. Ces entreprises jouent un rôle de pionnier en amorçant un changement irréversible.

A contrario, de nombreuses entreprises ont aussi intérêt à maintenir le statu quo pour préserver leur modèle d'affaires.

Il n'y a pas que les facteurs économiques qui comptent. Il ressort des relations que j'entretiens avec les capitaines d'industrie et, plus encore, avec les responsables de PME en Suisse que l'impulsion nécessaire au changement tient au moins pour moitié à la volonté personnelle. Les cadres, en grande majorité, ont l'ambition de faire état de bons résultats commerciaux mais aussi, sur le plan personnel, de laisser une empreinte positive. Ils ont tous des amis, des enfants voire des petits-enfants. Et ils veulent – comme nous tous d'ailleurs – pouvoir les regarder en face, maintenant et encore dans 20 ans, sans avoir mauvaise conscience.